PAR AUTORITE.

M. DE LAUTA, par succession à Monsieur [illegible] Claudio C. Duncan, [illegible] James H. Caine, J. G. Jones et William W. George, et autres qui deviendront associés avec eux, ont présenté [illegible] pour établir une route de péage, contenant [illegible] Greenwood, dans la paroisse de Caddo.

SECTION 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée générale*, Que Messrs. Alfred Flournoy, Roland Jones, Charles G. Young, R. C. Oglesby, James H. Caine, Joshua G. Jones, et William W. George, et autres qui deviendront associés avec eux, sont par le présent autorisés de faire et construire une route de chaussetrape, contenant de Shreveport à la ville de Greenwood dans la paroisse de Caddo ; la route qui devra être faite, Greenwood dans la paroisse de Caddo ; la route qui devra être faite, aura au moins vingt pieds de largeur, sera fossoyée, et la terre des fossés sera jetée dans le milieu du chemin, le dit chemin relevé en dits fossés sera jetée dans le milieu du chemin, le dit chemin relevé en dits fossés sera jetée dans le milieu du chemin, de manière à ce qu'il soit [illegible] ou autrement la dite route devra être faite de manière à ce qu'il soit [illegible] ou autrement la dite route devra être faite de manière à être acceptée par les commissaires nommés plus bas pour examiner la dite route de chaussetrape.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.* Que lorsque la dite route aura été achevée conformément à la section précédente du présent acte, à la satisfaction des commissaires ci-dessous mentionnés, les dits Alfred Flournoy, Roland Jones, Charles G. Young, Roscoe C. Oglesby, James H. Caine, Joshua G. Jones, et W. W. George, et autres, sont par le présent autorisés de demander et de recevoir un péage de toutes personnes voyageant de, ou voyageant dans la dite route, qui n'excèdera pas les prix ci-suivans, à savoir : pour chaque wagon chargé, par mille, dix cents ; pour chaque charrette chargée et son attelage, par mille, huit cents ; pour chaque wagon vide et son attelage, par mille, cinq cents ; pour chaque charrette vide et son attelage, par mille, quatre cents ; pour chaque cavalier et son cheval, par mille, trois cents ; pour chaque tête de bestiaux, ou de chevaux et mules, ou d'animaux de l'espèce des chevaux, par mille, deux cents ; pour chaque tête de cochons ou de moutons, un cent par mille ; pour chaque piéton, un cent par mille. Et dans le cas où aucunes personnes refuseraient de se conformer au péage susdit, les dits Alfred Flournoy, Roland Jones, Charles G. Young, Roscoe C. Oglesby, James H. Caine, Joshua G. Jones, et William W. George, et autres, pourraient poursuivre les dites personnes et en recouvrer le dit péage, avec les frais de procès : bien entendu, cependant, que toute personne se rendant à, ou revenant d'aucun service de milice, ou d'élection quelconque, ou appelée dans aucune cour de justice comme juré ou comme témoin, ainsi que toute personne voyageant pour des affaires du gouvernement général, sera exempte du susdit péage pour lui et son cheval.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, &c.* Que le jury de police de la paroisse de Caddo, est par le présent autorisé de nommer cinq commissaires chargés d'examiner la dite route ; et si le dit jury de police ou une majorité du dit jury de police, approuvait et acceptait la dite route comme ayant été achevée de la manière prescrite par la première section, alors et en ce cas, sur son rapport à cet effet au juge de Paroisse, les dits Alfred Flournoy, Roland Jones, Charles G. Young, Roscoe C. Oglesby, James H. Caine, Joshua G. Jones, et William W. George, et autres, auront le droit de demander et de recevoir le péage ci-dessus spécifié, et jusqu'à ce que la susdite route soit terminée, les commissaires nommés par le jury de police ou la majorité des dits commissaires détermineront de temps en temps le montant du péage que les dits A. Flournoy, R. Jones, C. G. Oglesby, J. H. Caine, J. G. Jones, et W. W. George, et autres, auraient le droit d'exiger des prix précédemment établis, en proportion du travail et des dépenses faits par les dits A. Flournoy, R. Jones, C. G. Young, R. C. Oglesby, J. H. Caine, R. G. Jones, et W. W. George, et autres, à la dite route de chaussetrape.

SECT. 4me. *Il est de plus décrété, &c.* Que les commissaires nommés plus haut, rempliront les devoirs qui leur sont par le présent imposés pendant la durée d'une année, à dater de la passation de cet acte ; et à l'avenir le jury de police de la paroisse de Caddo nommera le même nombre de commissaires, qui auront les mêmes pouvoirs que ceux accordés aux commissaires qui seront premièrement nommés en vertu du présent acte ; et toutes vacances qui surviendraient parmi les dits commissaires, occasionnées par la mort, la résignation, ou le refus de servir, seront remplies par le jury de police, qui aurait nommé les dits commissaires. Le privilège accordé par le présent acte aux dits A. Flournoy, R. Jones, C. G. Oglesby, J. H. Caine, J. G. Jones, et W. W. George, et autres, subsistera pendant le terme et la durée de vingt années, et pas au delà ; et à l'expiration des vingt années le dit privilège retournera à la dite paroisse de Caddo, qui en disposera à son usage et à son profit, et il sera du devoir des dits A. Flournoy, R. Jones, C. G. Young, R. C. Oglesby, J. H. Caine, J. G. Jones, et W. W. George, et autres, de faire des listes ou tableaux exacts des taux de péage, qu'ils placeront dans la ville de Shreveport, et dans la ville de Greenwood, ou à tels autres endroits que les portes de la dite route seront établies. Et dans le cas où ils manqueraient de se conformer à aucuns de ces exigences, ou dans le cas où ils exigeraient plus ou un péage plus élevé que celui fixé par le présent ou que celui qui pourra être établi de temps en temps par les commissaires susdits, les dits A. Flournoy, R. Jones, C. G. Young, R. C. Oglesby, J. H. Caine, J. G. Jones, et W. W. George, et autres, paieraient la somme de dix piastres, recouvrable, avec les frais devant toute cour de juridiction compétente, pour l'usage de la paroisse.

SECT. 5me. *Il est de plus décrété, &c.* Que les dits A. Flournoy, R. Jones, C. G. Young, R. C. Oglesby, J. H. Caine, J. G. Jones, et W. W. George, et leurs associés, auront le pouvoir d'ouvrir des livres de souscriptions, à l'effet de faire souscrire au fonds capital de la compagnie de la susdite route de chaussetrape ; lequel fonds capital n'excédera pas la somme de trente-cinq mille piastres, qui seront divisées en portions de cent piastres, payables de telle manière que les dits A. Flournoy, R. Jones, C. G. Young, R. C. Oglesby, J. H. Caine, J. G. Jones, et W. W. George, et leurs associés pourraient déterminer ; et ils auront plein pouvoir de désigner l'époque et le lieu de paiement, et de nommer des commissaires pour recevoir les dites souscriptions, et les pouvoirs des dits A. Flournoy, R. Jones, C. G. Young, R. C. Oglesby, J. H. Caine, J. G. Jones, et W. W. George, nommés dans la première section du présent acte, rempliront les fonctions de directeurs pendant une année à l'expiration de laquelle les actionnaires procéderont à l'élection de sept directeurs qui agiront en leur lieu ; et la compagnie devra achever la dite route dans l'espace de trois années, au risque de perdre le privilège accordé par le présent acte.

SECT. 6me. *Il est de plus décrété, &c.* Que les pouvoirs accordés par le présent acte, n'affecteront aucune des routes publiques, ou aucuns des pouvoirs présentement reconnus au jury de police de la paroisse de Caddo.

(Signé) C. DERBIGNY, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 23 mars 1844.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No 131.—ACTE pour amender un acte intitulé "Acte pour incorporer la ville de la Nouvelle-Iberie dans la paroisse St. Martin, et pour d'autres objets," approuvé le trente mars mil huit cent trente neuf.

SECTION 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*, Que la première section de l'acte précité est ainsi amendée, qu'en la place du juge de Paroisse de la paroisse St. Martin, ou en son absence ou à sa mort, du shérif de la dite paroisse, il sera à l'avenir du devoir de tout juge de paix de la dite paroisse, de présider l'élection de la dite ville d'Ibérie.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.* Que le jury de police de la paroisse St. Martin n'aura à l'avenir aucune juridiction dans les limites de la dite ville, excepté sur le bac établi sur le bayou Teche, et sur d'autre propriété s'il en existe dans la dite ville d'Ibério, appartenant à la dite paroisse, et le dit jury de police n'aura pas le pouvoir de prélever aucune taxe dans les limites de la dite ville, autre que la taxe sur les immeubles et les esclaves qui seront taxés en même temps que les autres propriétés de la paroisse.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, &c.* Que les membres de la corporation des villes d'Ibérie et Natchitoches, auront le pouvoir de fixer le prix du pain et de la viande dans les limites des dites villes, allouant aux boulangers un bénéfice raisonnable sur chaque baril de farine manufacturé dans les dites villes, et telle compensation additionnelle qu'ils croiront convenable pour couvrir le frêt de la Nouvelle-Orléans, en se basant sur le prix courant de la farine dans la dite ville, et ils auront le pouvoir de faire tels autres règlements nécessaires à l'administration et à la police des dites villes.

(Signé) C. DERBIGNY, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 26 mars 1841.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 132.—RESOLUTION.

*Il est résolu par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*, Que les témoignages pris par le comité réuni du Sénat et de la Chambre des Représentans relativement à la collision des bateaux à vapeur De Soto et Buckeye, soient remis à tout officier de l'Etat ou des Etats-Unis qui pourrait désirer les avoir, et il sera du devoir du dit officier après avoir fait usage des dits témoignages de les enregistrer dans la cour de Circuit des Etats-Unis où un procès civil a été institué au sujet de cette affaire par les propriétaires des dits bateaux à vapeur.

(Signé) C. DERBIGNY, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 26 mars 1844.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No 134.—ACTE pour réunir la cour de circuit créée dans les affaires instituées devant le Juge Président de la cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

*Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée générale*, Qu'au lieu des frais établis par la 23me section de l'acte relatif à la cour de Cité, approuvé le 16 mars 1826, les frais suivans seront reçus au profit de la paroisse d'Orléans, à savoir :

Pour chaque affaire de cent piastres à deux cents piastres, $3 00.
Pour chaque affaire de deux cents à trois cents piastres, $4 00.
Pour chaque appel des juges associés, $2 00.
Pour toute affaire dans laquelle il n'y a pas de somme spécifiée, quand la procédure est au profit d'aucun individu ou d'aucune corporation, même que le nom de l'Etat ou du Gouverneur ou d'un autre officier public serait employé au profit d'un individu ou d'une corporation, $2 00.

(Signé) C. DERBIGNY, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 26 mars 1844.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 135.—ACTE pour établir un ferry ou traverse de bateaux à vapeur sur le Mississippi vis à vis Plaquemine.

SECTION 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée générale*, Que Samuel Thompson et Lewis Snyder auront le privilège exclusif de tenir un bac à vapeur à l'opposite de l'Hôtel de Carrollton, et à partir de cet hôtel jusqu'à un mille au-dessous, pendant dix ans à dater de la passation de cet acte, à la condition suivante, savoir : qu'en tout temps pendant ce laps de temps, ils entretiendront en bon état, au moins un bon bateau à vapeur servant de bac, assez grand pour pouvoir transporter, d'un bord à l'autre du Mississippi les passagers, les voitures, les animaux et autres objets, et le dit bateau fera au moins quatre traverses chaque jour.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.* Qu'ils traverseront, gratis, tous jurés ou électeurs se transportant d'un bord à l'autre dans l'exercice de leurs devoirs, et aussi toutes personnes allant à la revue, ou en revenant ou voyageant par suite des devoirs de leurs places.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, &c.* Que la Législature aura en tout temps le droit de rappeler cet acte ou modifier ses dispositions sur l'application du jury de police de la paroisse de Jefferson, et d'au moins cent citoyens de la dite paroisse.

SECT. 4me. *Il est de plus décrété, &c.* Que le taux du péage auquel ils auront droit sera comme suit et non au delà :

Pour un piéton une dime.
Pour un cavalier et sa monture trois dimes.
Pour une personne et une voiture à un seul cheval quatre dimes.

ATTENDU qu'un certain nombre d'individus résidant dans cet Etat, composé de planteurs, d'artisans et d'autres, se sont, depuis plusieurs années, réunis en corps, sous le titre de "Association des Agriculteurs et des Artisans de l'Etat de la Louisiane," et qu'ils ont adopté une constitution et des réglemens, et attendu que l'objet de cette association est de favoriser la science pratique et théorique de l'agriculture et de l'horticulture, la science et la pratique de l'économie rurale et domestique, d'encourager l'éducation et l'amélioration de la race des chevaux, des bestiaux et autres animaux domestiques, de favoriser les sciences, les arts mécaniques et les beaux arts, et attendu que l'on a négligé, dans cet Etat, de donner à ces objets l'attention et les encouragemens nécessaires, jusqu'au moment de l'organisation de cette association, dont l'action a déjà produit les effets les plus salutaires, et attendu que la dite association, par le but qu'elle se propose mérite d'être encouragée par le public ; et attendu que la dite association est d'opinion qu'un acte d'incorporation lui donnerait plus de stabilité et d'efficacité pour arriver au but patriotique qu'elle se propose, et attendu que la dite association a présenté à la Législature une pétition par laquelle elle demande qu'un acte d'incorporation lui soit accordé, et attendu que la Législature désire encourager la dite institution, et lui accorder cet avantage, en conséquence :

SECTION 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée générale*, Que Philip Hickey, Villeneuve Leblanc, William D. Boyle, Lafayette Saunders, John Routh, Thomas Pugh, A. M. Toureaux, Minor Kenner, G. W. Wammack, A. H. Labranche, J. N. Brown, David Chambers, G. W. Smith, John Penny, Benjamin Winchester, M. G. Penn, F. D. Conrad, et tels autres qui sont maintenant ou qui pourront être par la suite associés avec eux, sont par le présent créés et constitués en un corps politique et incorporé, sous le nom et titre de " Association des Agriculteurs et des Artisans de l'Etat de la Louisiane."

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.* Que la dite association, sous ce nom et titre, pourra poursuivre et être poursuivie, dans les cours de justice, posséder, acheter, vendre ou échanger toute espèce de propriétés d'une nature quelconque, et disposer, jouir, user et faire emploi de ses propriétés selon le but et objet pour lesquels la dite association a été créée et elle pourra recevoir des donations de toute nature, et de toute espèce, soit par donation inter vivos ou mortis causâ, de faire des contrats généralement, et de faire, ou de modifier la constitution, les lois, les statuts, et les réglemens adoptés pour son administration, de nommer tous les employés, et de faire tous autres actes, et toutes autres choses, dans le but et pour l'objet de sa création : bien entendu que rien de ce qu'elle fera ne sera en opposition avec la constitution et les lois de cet Etat : bien entendu en outre que la Législature aura le droit de modifier cet acte et de l'abroger, et d'abolir la dite corporation à volonté.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, &c.* Que la dite association tiendra ses assemblées et ses foires, et conservera les archives de ses délibérations dans la ville de Baton Rouge, auquel lieu les dites assemblées et foires, continueront d'être tenues à l'avenir, et les archives conservées : bien entendu toutefois que les trois quarts des membres de la dite association, pourront par un vote donné à une assemblée annuelle, demander, par pétition, à la Législature, de substituer tout autre lieu à la ville de Baton Rouge, pour y tenir leurs assemblées et leurs foires, et y conserver leurs archives : bien entendu en outre que nul changement ne sera fait quant au lieu où se tiendront les assemblées et les foires, et où seront conservées les archives, si ce n'est conformément à la présente section.

SECT. 4me. *Il est de plus décrété, &c.* Que tous les votes offerts aux assemblées ou dans les délibérations de la dite association, seront donnés personnellement, et non par procuration.

SECT. 5me. *Il est de plus décrété, &c.* Que la constitution, les lois, les ordonnances et les réglemens de l'association, resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abolis, modifiés ou changés par elle : bien entendu qu'ils ne contiendront rien de contraire aux dispositions de cet acte, et particulièrement aux troisième et quatrième sections du dit acte.

(Signé) C. DERBIGNY, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA Président du Sénat.
Approuvé le 25 mars 1844.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 136.—ACTE pour établir un bac sur la Rivière Atchafalaya, dans la paroisse des Avoyelles, et pour d'autres objets.

SECTION 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*, Que Ludson Wilson de la paroisse des Avoyelles, ses héritiers ou ayans cause, pourront légalement tenir et entretenir un bac sur la rivière Atchafalaya, à l'embouchure de la susdite rivière, pour et pendant l'espace de dix ans à dater de la passation de cet acte.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.* Que les dits Ludson Wilson, ses héritiers ou ayans cause pourront légalement demander et recevoir les prix suivans pour le passage sur le dit bac et rien audessus, savoir : Pour traverser un piéton, ou esculin ; les enfans moitié prix ; pour les chevaux et bêtes à cornes, un esculin par tête ; pour toutes voitures dans le genre de wagon, charriot, un escalin par roue.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, &c.* Qu'il sera du devoir des dits Ludson Wilson, ses héritiers ou ayans cause, pendant le temps qu'ils tiendront le dit bac, d'avoir, de maintenir et d'entretenir un nombre suffisant de bateau en bon état pour traverser des personnes, chevaux, wagons, charriots et bagage à toute époque raisonnable sans délai.

SECT. 4me. *Il est de plus décrété, &c.* Que si toute personne ou personnes autres que le dit Ludson Wilson, ses héritiers ou ayans cause établit ou établissent et tiennent un bac à une distance de moins d'une lieue du dit Ludson Wilson, ou transporteront toutes personnes, chevaux, bestiaux ou voitures pour un prix ou salaire, d'un bord quelconque de la rivière Atchafalaya, pendant le terme susdit de dix ans, toute personne ou personnes ainsi transgressant paieront une somme de cinquante piastres pour chaque délit de ce genre, recouvrable devant tout tribunal compétent, par toute personne poursuivant pour icelle.

SECT. 5me. *Il est de plus décrété, &c.* Que toutes les fois que le dit Ludson Wilson, ses héritiers ou ayans cause négligeront ou refuseront de se conformer à aucune des exigences des sections précédentes, le dit Ludson Wilson, ses héritiers ou ayans cause, ainsi transgressant, paieront une amende qui n'excédera pas deux cents piastres, et qui ne sera pas moindre que cinquante piastres, recouvrable pardevant toute cour de juridiction compétente par toute personne poursuivant pour icelle ; et pourront de plus être poursuivis en dommages par tout individu qui pourra en avoir souffert par cause de négligence ou de mauvaise administration dans la direction du susdit bac.

SECT. 6me. *Il est de plus décrété, &c.* Que toutes personnes dans l'accomplissement du devoir du jury ou de milice, dans le service de cet Etat, ou des Etats-Unis, ainsi que leur bagage, leurs wagons et chevaux, et accoutremens appartenant à cet Etat ou aux Etats-Unis, seront traversées gratuitement.

(Signé) C. DERBIGNY, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 26 mars 1844.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 137.—ACTE pour changer l'époque des élections pour les membres du jury de police de la paroisse de Lafayette.

*Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale*, Qu'à dater de la passation du présent acte il sera du devoir du juge de Paroisse de lancer des ordres d'élection pour nombres du jury de police, afin que les dites élections aient lieu le premier lundi de mai, (au lieu du second lundi,) nonobstant toutes lois ou parties de lois à ce contraires.

(Signé) C. DERBIGNY, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 26 mars 1844.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 138.—ACTE pour accorder à Pierre Conrad et Léonidas Conrad la privilège de tenir un bac (ferry) sur le fleuve Mississippi

SECTION 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale*, Que Pierre Conrad et Léonidas Conrad, de la paroisse de St. Jean Baptiste, leurs héritiers et ayant cause, auront pendant dix années le privilège exclusif de tenir un bac sur la rive gauche du fleuve Mississippi, à un endroit qui ne sera pas plus d'un demi mille de l'église du Bonnet Carré, à l'effet de transporter les personnes et les effets d'un bord du fleuve à l'autre : bien entendu que les dits Pierre et Léonidas Conrad, leurs héritiers et ayant cause, seront par le présent obligés de tenir le dit bac en bon état pendant les dix années ci-dessus spécifiées.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.* Qu'ils seront tenus d'avoir deux bateaux bons et surs et d'une grandeur suffisante pour transporter des bestiaux, des wagons et des voitures ; et au moins deux autres petits bateaux pour le transport des piétons, à défaut de quoi ils seront passibles d'une amende de cinq piastres par jour pour chaque jour qu'ils auront négligé ou refusé de se conformer aux exigences de la présente section ; laquelle amende pourra être recouvrée pardevant toute cour de juridiction compétente, par le jury de police de la dite paroisse pour l'usage de la dite paroisse.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, &c.* Que les dits Pierre et Léonidas Conrad, leurs héritiers et ayant cause, traverseront gratuitement pendant les dites dix années, tous jurés et électeurs, membres du jury de police de la dite paroisse, toutes personnes allant ou revenant des revues, ou se rendant à, ou revenant de l'exercice d'aucun service militaire ou de milice, tous chevaux ou bagages des dites personnes, ainsi que toutes les armes, ammunitions, équipements, ou provisions militaires appartenant à l'Etat de la Louisiane, ou aux Etats-Unis.

SECT. 4me. *Il est de plus décrété, &c.* Que les dits Pierre Conrad et Léonidas Conrad, leurs héritiers et ayant cause, auront le droit de demander et de recevoir le péage suivant, savoir : pour un homme et son cheval, une piastre ; pour tout piéton, vingt cents ; pour deux piétons, et audelà, dix cents chaque ; pour chaque cheval, mulet ou âne, une piastre ; pour chaque tête de bêtes à cornes, une piastre ; pour deux têtes et audelà, cinquante cents chaque ; pour chaque dixaine de têtes de moutons, de cochons, ou de boucs, cinquante cents, et proportionnellement, pour un nombre plus grand ou moindre ; pour un cabriolet avec un ou deux chevaux, avec un passager ou plus, deux piastres et demi ; pour une voiture à quatre roues, le cocher, les passagers et deux chevaux quatre piastres ; pour un wagon à quatre roues, son attelage, le cocher, et la charge, trois piastres ; pour un wagon à deux roues appelé communément charrette de pocotillour, le cocher, le cheval ou les chevaux et sa charge, trois piastres ; pour une voiture de plaisir, à quatre roues avec un cheval, le cocher, et les passagers, trois piastres.

SECT. 5me. *Il est de plus décrété, &c.* Qu'à dater de la passation du présent acte, et pendant dix ans, nul ne tiendra ou n'établira un bac, d'un bord à l'autre du fleuve Mississippi, à l'endroit désigné par cet acte, ou à trois milles du dit endroit, sous peine de payer vingt piastres par jour, pour chaque jour que le dit bac aurait été tenu au détriment des dits Pierre et Léonidas Conrad ou leurs ayant cause, la dite amende recouvrable pardevant toute cour de juridiction compétente ; une moitié de laquelle sera affectée à l'usage de la paroisse, et l'autre moitié à l'usage des dits Pierre et Léonidas Conrad : bien entendu cependant que le présent acte ne sera pas interprété de manière à empêcher personne d'avoir un bac pour transporter gratuitement lui, sa famille ou ses amis.

SECT. 6me. *Il est de plus décrété, &c.* Que le présent acte sera en force à dater de sa passation.

(Signé) C. DERBIGNY, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.
Approuvé le 26 mars 1844.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.


F. & J. LACOSTE,
No. 100, rue Royale, entre Conti et St. Louis.

VIENNENT de recevoir par le navire Rhea Thurston, [illegible] robes ; châles et écharpes dites ; châles marquisiens 7/4 ; couvertes diagonal bonnets du dernier goût ; bouchés dits dessins ; mouchoirs brancs ; chapeaux de paille pour hommes ; cassimères et chapeaux ; bottes et souliers pour dames et enfans ; gants ; serge ; boutons à habits ; bande soie et ficelle ; mousseline noire de largeur ordinaire à 6[illegible] bretelles ; parfumerie de [illegible] ; et autres articles pour le saison.

Ils ont constamment un grand assortiment de vin de Bordeaux et de liqueurs assorties. 1 a 8

JACONATH, NOUVEAUX DESSINS.

REÇU par les derniers arrivages et à vendre par les soussignés, un assortiment abondant en

Indiennes françaises du dernier choix ;
Cassinets français ; 600 douzaines Chapeaux paille d'Italie pour dames ; 400 pièces Rubans pour chapeaux ; [illegible] et couleurs ; 6 grosses épingles les plus pures connues ; 100 pièces Mouchoirs de poche ; 50 douzaines Cravates ; 7/4 ; 50 dits Bobinet uni et brochés, noir et blanc, pour robes ; 200 dits Rubans laffetas noir pour chapeaux de Paris ; 100 dits Crêpe pour chapeaux.

Constamment en magasin, un grand assortiment de marchandises françaises et du pays ; articles de Paris, particuliers, &c.

12 a 18 DAVID & CHAPUS.

Changement de domicile.

LES soussignés ont l'honneur de prévenir leurs amis et [illegible] marchands de la ville et de la campagne, qu'ils viennent de transporter leur établissement du magasin de la rue de Chartres, 61, au magasin de la rue Canal No. 14, où ils offrent à vendre un grand assortiment de marchandises, parmi lesquelles se trouvent les articles suivans :

Canelli fil, uni et façonné, gambroons, drap d'été, mérinos français, et tout l'assortiment pour tailleurs, coton Lowell 7/8 et 4/4, dolon blanc et écru de toutes largeurs, kerseymeres, jeanettes, [illegible] et petites nouveautés, cotonnades assorties, Planters, [illegible] de tous les articles pour cette industrie, gingas à matelas, coutil fil uni, coutil coton ditto, toile à draps 5, 4, 8, 10 et 12/4, couverpointes 8, 9, 10, 11 et 12/4, [illegible] de toile en tout genre, foulards de soie, ditto Cora, ditto Pongee, ditto Imitation, mouchoirs batiste coton à vignettes, ditto ditto en fil, mouchoirs mode, ditto Français et fil en bobine, Alexander, Farquharson, Orell, Clerk & Co. Alepine, [illegible] et [illegible] français, étamine turlo et noire, mousseline suisse, unie et brodée, ditto ditto à jour et rayée, jaconet et percale, jaconet en bobine, dentelle pour robes, jaconet uni, batiste rase et mousseline, soierie brochée et unie, lustrine noire, 91, 36 et 40 pouces, voile brodé et garni, grand assortiment de bas et chaussettes, ditto, ditto de toute d'Irlande, ditto ditto de toute sorte, ditto ditto, gants de fil et de soie, dentelle dite bobinet, ditto coton convenable pour la commerce du Mexique, rubans assortis, limbourg, Russie large et étroite, chemises de toile, paddings &c. &c.

DURAND & PEUREAU,
14, rue du Canal.

TRAITES sur la Havane, à quelques jours de vue, à vendre par
JOSEPH PRATS, 27, Toulouse.

COTON en pelotte et fil en bobines, bonne qualité, unies au drawback, à vendre à bas prix, pour faire une consignation, par
R. D. BLOSSMAN,
86 Bienville

VINS de Champagne et du Rhin, qualité supérieure, à vendre par
R. D. BLOSSMAN,
86 Bienville

FUSILS de munition—600 des Etats Unis, tout neufs, bonne qualité et au bas ordre, à vendre à bon marché pour cleare une consignation, par
R. D BLOSSMAN.

MARCHANDISES sèches pour les marchés du Texas et de la République : Mantas, imperiales, mouchoirs jaconats, bayettes, drills, plaidins, etc. etc. tous articles sujets au drawback, à vendre par
R. D. BLOSSMAN.
86 Bienville

CHANDELLES en moule—150 caisses chandelles moulées de 6 à 8 [illegible] à vendre par
BUDDELEE, WOODS & Co.
93, Tchoupitoulas

CHANDELLES, Sperm et Amidon—800 caisses en magasin et à vendre par
BUDDELEE, WOODS & Co.

CORDES d'emballage—121 rouleaux cordes de Manoury, en débarquement de l'Alexander Scott, à vendre par
MERLE, BEYLLE & Co., 48, Vieille Levée

PLOMB de chasse—74 barilles fabriqué de l'Alsace de [illegible] à vendre par
MERLE, BEYLLE & Co.
48, Vieille Levée

ASSYNTIE et kirsch—10 caisses superfine et 2 caisses kirsch, toutes de qualité supérieure, en débarquement de l'Elise Thornton, à vendre par MERLE, BEYLLE & Co.
48, Vieille Levée

EQUIPEMENT de navires, à vendre par
SCHMIDT & Co. 86 Bienville

VIN de Madère en bouteilles, à vendre par
SCHMIDT & Co. 86 Bienville

VIN ROUGE VIEUX Jurançon Château-Chalet, Haut-Brion, en barriques et demi barriques, à vendre par
EUG. ROCHEREAU & Co.

SUCRE blanc et brun, de la Havane, en magasin et à vendre par
J. M. CABALLERO,
33 Vieille Levée.

CIGARES de la Havane—De toutes sortes, inalgues et choix, en magasin et à vendre par
J. M. CABALLERO, 33, Vieille Levée

A VENDRE

UN PIANO droit, de Spoerman frères, de Paris, à vendre très bon marché pour cause de départ.
LORILLIÈRE & Co.
Encoignure Royale et Dauphine

NÈGRE—On a besoin d'un jeune nègre à louer, bien recommandé et connaissant la ville, s'adresser à
LORILLIÈRE & Co.
Encoignure Royale et Dauphine

PORTER DE LONDRES et BIÈRE D'ECOSSE, des meilleures marques et nouvellement importées, en bouteilles et demi bouteilles, à vendre par
LORILLIÈRE & Co.
Encoignure Royale et Dauphine

LARD—100 barils jambons, plats côtés et épaules, en débarquement du steamboat Congress, et à vendre par
PRICE & FROST, 20 Poydras

GRAISSE—175 barils et 400 barillets, première boil, nouvel [illegible] reçus et à vendre par
PRICE & FROST, 20 Poydras

PORC en Exil—300 barils mess, marqué et M. O. 500 pièces et 200 du pour plantation, nouvellement reçus, et à vendre par
PRICE & FROST, 20 Poydras

TABAC en feuilles de la Havane, Vuelta de Abajo, nouvelle récolte, à vendre par
RAYMOND CAHUZAC.
34 Vieille Levée

CAFE de la Havane, à vendre par
RAYMOND CAHUZAC.
34 Vieille Levée

VINS de Bordeaux, en barriques, à vendre par
RAYMOND CAHUZAC,
Vieille Levée

HUILE de Tanneurs—25 barils huile de tanneurs, de qualité supérieure, en débarquement de la barque Clarissa, à vendre par
E & E. DAVIS. 190, Camp

FARINE 76 barils superfine en débarquement du steamer Champion et à vendre par
HARTWELL, KIDDER & CARMAN,
46 Poydras

BACON—100 barils jambons, plats côtés et épaules ; 50 tierçons jambons frais en débarquement du steamer Champion, à vendre par
HARTWELL, KIDDER & CARMAN,
11 avril 90, Poydras

SAVON et Amidon—350 caisses Proctor et Combes à vendre par, à vendre par
HARTWELL, KIDDER & CARMAN,
26, Poydras

PERDUE,

UNE bague en diamant, à sept pierres, dont une grosse au milieu, entourée de six petites, toutes modernes. A jouri 100 piastres. Quelqu'un obligeant la ramènera au Cornets, Corbeilles, &c. &c. 11 avril—1

F. & J. LACOSTE,
No. 100, rue Royale, entre Conti et St. Louis.

VIENNENT de recevoir par le navire Rhea Thurston, [illegible] robes ; châles et écharpes dites ; châles marquisiens 7/4 ; couvertes diagonal bonnets du dernier goût ; bouchés dits dessins ; mouchoirs brancs ; chapeaux de paille pour hommes ; cassimères et chapeaux ; bottes et souliers pour dames et enfans ; gants ; serge ; boutons à habits ; bande soie et ficelle ; mousseline noire de largeur ordinaire à 6[illegible] bretelles ; parfumerie de [illegible] ; et autres articles pour le saison.

Ils ont constamment un grand assortiment de vin de Bordeaux et de liqueurs assorties. 1 a 8

JACONATH, NOUVEAUX DESSINS.

REÇU par les derniers arrivages et à vendre par les soussignés, un assortiment abondant en

Indiennes françaises du dernier choix ;
Cassinets français ; 600 douzaines Chapeaux paille d'Italie pour dames ; 400 pièces Rubans pour chapeaux ; [illegible] et couleurs ; 6 grosses épingles les plus pures connues ; 100 pièces Mouchoirs de poche ; 50 douzaines Cravates ; 7/4 ; 50 dits Bobinet uni et brochés, noir et blanc, pour robes ; 200 dits Rubans laffetas noir pour chapeaux de Paris ; 100 dits Crêpe pour chapeaux.

Constamment en magasin, un grand assortiment de marchandises françaises et du pays ; articles de Paris, particuliers, &c.

12 a 18 DAVID & CHAPUS.

Changement de domicile.

LES soussignés ont l'honneur de prévenir leurs amis et [illegible] marchands de la ville et de la campagne, qu'ils viennent de transporter leur établissement du magasin de la rue de Chartres, 61, au magasin de la rue Canal No. 14, où ils offrent à vendre un grand assortiment de marchandises, parmi lesquelles se trouvent les articles suivans :

Canelli fil, uni et façonné, gambroons, drap d'été, mérinos français, et tout l'assortiment pour tailleurs, coton Lowell 7/8 et 4/4, dolon blanc et écru de toutes largeurs, kerseymeres, jeanettes, [illegible] et petites nouveautés, cotonnades assorties, Planters, [illegible] de tous les articles pour cette industrie, gingas à matelas, coutil fil uni, coutil coton ditto, toile à draps 5, 4, 8, 10 et 12/4, couverpointes 8, 9, 10, 11 et 12/4, [illegible] de toile en tout genre, foulards de soie, ditto Cora, ditto Pongee, ditto Imitation, mouchoirs batiste coton à vignettes, ditto ditto en fil, mouchoirs mode, ditto Français et fil en bobine, Alexander, Farquharson, Orell, Clerk & Co. Alepine, [illegible] et [illegible] français, étamine turlo et noire, mousseline suisse, unie et brodée, ditto ditto à jour et rayée, jaconet et percale, jaconet en bobine, dentelle pour robes, jaconet uni, batiste rase et mousseline, soierie brochée et unie, lustrine noire, 91, 36 et 40 pouces, voile brodé et garni, grand assortiment de bas et chaussettes, ditto, ditto de toute d'Irlande, ditto ditto de toute sorte, ditto ditto, gants de fil et de soie, dentelle dite bobinet, ditto coton convenable pour la commerce du Mexique, rubans assortis, limbourg, Russie large et étroite, chemises de toile, paddings &c. &c.

DURAND & PEUREAU,
14, rue du Canal.

TRAITES sur la Havane, à quelques jours de vue, à vendre par
JOSEPH PRATS, 27, Toulouse.

COTON en pelotte et fil en bobines, bonne qualité, unies au drawback, à vendre à bas prix, pour faire une consignation, par
R. D. BLOSSMAN.
86 Bienville

VINS de Champagne et du Rhin, qualité supérieure, à vendre par
R. D. BLOSSMAN.
86 Bienville

FUSILS de munition—600 des Etats Unis, tout neufs, bonne qualité et au bas ordre, à vendre à bon marché pour cleare une consignation, par
R. D BLOSSMAN.

MARCHAND